

**Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !**



**N°70** JUIN  
2023

Fondée le 1<sup>er</sup> mai 1968  
Relancée en 2010

# La Cause du peuple

causedupeuple.org

**JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE**

## 100 JOURS D'APAISEMENT : VRAIMENT ?

ACTUALITÉS NATIONALES

**Dissolutions : l'arme  
du pouvoir bourgeois  
en crise**

P. 5

L'IMPÉRIALISME ET SES GUERRES

**Mayotte :  
la tragédie coloniale  
jusqu'au bout ?**

P. 12

FEMMES EN LUTTE

**Les « tradwives » :  
un imaginaire féminin  
réactionnaire**

P. 18



## EN UNE

Des personnes protestent à l'aide de casseroles contre la réforme des retraites, le 24 avril 2023, à Lyon. (Nicolas Liponne / Hans Lucas / AFP)

## ÉDITO

# 100 jours d'apaisement, vraiment ?

Nous voilà bien embarqués dans les « 100 Jours d'apaisement » annoncés par Macron à la télévision. S'il y a besoin d'apaisement selon lui, c'est qu'il faut un « *retour au calme* ». C'est donc que le large mouvement de la classe ouvrière qui a agité le pays a bel et bien troublé la bourgeoisie française.

Des pauvres qui se plaignent car on veut les priver de leur retraite, de leur vie ? Comment est-ce possible ! Mais pourtant leurs salaires sont si bas, leurs pensions sont si ridicules, leurs allocs sont retirées les unes après les autres ? Où trouvent-ils l'énergie, l'argent et le temps de se mobiliser par millions ? Ne riez pas, mais voilà l'état d'esprit du gouvernement bourgeois ! Il est si déconnecté de nos préoccupations qu'il a cru qu'il suffisait de déclarer l'apaisement pour qu'il se produise.

Évidemment, le 1<sup>er</sup> mai historiquement massif a été une réponse nette à cette théorie fumeuse de l'apaisement. Dans toutes les villes, les cortèges énormes et les actions militantes ont envoyé le même message : on ne lâchera rien.

La page de la réforme des retraites semble se

tourner, mais cela ne veut pas dire pour nous un retour à la case départ. Souvenons-nous des Gilets Jaunes : les mobilisations se sont progressivement atténuées, mais qu'en reste-t-il ?

Il reste l'esprit de lutte, les convictions de millions de prolétaires qui s'étaient dressés face à l'État bourgeois pendant des semaines. Il reste la crise de l'impérialisme français qui nous met sur la paille, comprime nos salaires et renforce notre exploitation. Et quelques années plus tard, ces conditions objectives favorables et cette conscience dans la classe ont accouché de la grande lutte que nous venons de traverser. Il nous faut désormais consolider notre classe et les masses populaires et les organiser.

Non, c'est certain, les révolutionnaires ne sont pas partisans de l'apaisement. Ce calme que les bourgeois désirent, c'est celui qu'ils pensent utiliser pour rétablir leur ordre social, pour asseoir leur pouvoir. Ce qu'ils voient comme du désordre, ce sont les craquèlements de leur vieil État pourri. Nous, au contraire, nous voyons les prémisses d'une nouvelle société.



## SOMMAIRE

- 4 La tactique bourgeoise de « l'apaisement »
- 5 Dissolutions : l'arme du pouvoir bourgeois en crise
- 6 Côtes-d'Armor : un projet de ferme à saumons fait des vagues
- 7 La lutte des classes en France au mois de mai en photos
- 8 Théorie : le rôle des syndicats dans la lutte des classes
- 12 Mayotte : la tragédie coloniale jusqu'au bout ?
- 14 Célébrations du 1<sup>er</sup> mai à travers le monde
- 17 À rebours de la lutte électorale, la Guerre populaire se poursuit en Turquie
- 18 Les « tradwives » : un imaginaire féminin réactionnaire
- 19 *L'Établi* : un film à voir pour se révolter au travail

## la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause\_du\_Peuple) et par mail : [causedupeuple@protonmail.com](mailto:causedupeuple@protonmail.com)

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

## 1 BORDEAUX : LA JUSTICE BOURGEOISE ESTIME QU'ON EST RESPONSABLE DES LBD QU'ON SE PREND

La justice a rendu sa décision sur une affaire qui datait de décembre 2018, pendant les Gilets Jaunes. Une femme avait reçu un tir de LBD (connus pour éborgner). Elle a été estimée en « imprudence fautive » et responsable « à hauteur de 25 % » de sa propre blessure ! Cela montre bel et bien que la justice en France rend des décisions non en fonction des intérêts de la majorité, mais au profit du vieil État bourgeois et de ses bras armés comme la police.

## 2 DIJON : GRÈVE DES AIGUILLEURS POUR L'ASCENSION

Coup de force pour les aiguilleurs dijonnais : une grève générale a paralysé le réseau pendant le week-end de l'Ascension, marqué par de nombreux voyages. Aucun train n'a circulé jusqu'au lundi. Les aiguilleurs demandent plus de moyens humains, car le manque d'effectifs a un impact « sur la santé mentale des aiguilleurs, sur leur rythme de vie, y compris sur leur capacité à poser des congés ou à avoir leur repos hebdomadaire. »

## 3 NORD : À VERTBAUDET, LA BOURGEOISIE RÉPRIME, LES PROLÉTAIRES LUTTENT

Voilà plus de deux mois que l'usine Vertbaudet de Marquette-lez-Lille (327 salariés) s'est mise en grève pour les salaires. La CGT les soutient, avec notamment l'intervention de camarades syndicalistes extérieurs à l'usine. La direction de l'usine n'a pas apprécié la ténacité des prolétaires et elle a donc appliqué des méthodes expéditives : interventions policières, une salariée aux urgences et finalement, le clou du spectacle, un salarié cégétiste tabassé devant chez lui par une milice patronale. Cette affaire rappelle, en 2021, le scandale d'une cheffe d'entreprise de l'Ain qui avait comman-

dité l'assassinat d'Hassan T., « syndicaliste gênant » lors d'une lutte. L'affaire de Vertbaudet a été largement reprise dans les médias, et traitée comme un fait divers. Mais il ne faut pas se leurrer, Vertbaudet n'est pas une entreprise isolée : la lutte de classes dans les usines et les lieux de travail en général entraîne régulièrement des arrestations, des licenciements, des pressions physiques, morales, de la part de la bourgeoisie et de ses agents. Que les prolétaires de Vertbaudet continuent à lutter, c'est la preuve que l'intimidation ne fonctionne plus.

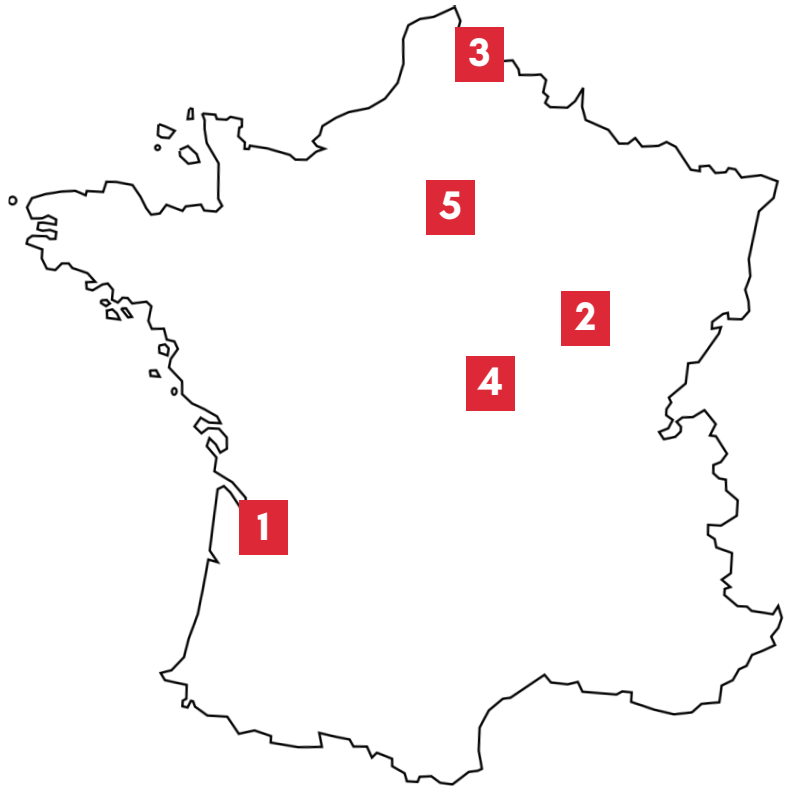
## 4 NIÈVRE : GRÈVE ILLIMITÉE À LA POSTE DE GUÉRIGNY

La Poste tente de fermer des bureaux et de réduire les tournées, notamment dans les zones rurales et périurbaines. Dans la Nièvre, cela se traduit par la revente des locaux de Prémery et le transfert des effectifs vers Guérigny. À plus de 30 km, ce nouveau déplacement coûte, selon les salariés, 200 € par mois d'essence, d'entretien, de pneus, sans augmentation de salaire ! Ainsi, la grève a été annoncée pour demander une prime de mobilité annuelle. Elle

est soutenue par d'autres bureaux de poste partout dans la Nièvre.

## 5 DISNEYLAND PARIS : GRÈVE MASSIVE CHEZ LES EMPLOYÉS DU PARC

En banlieue parisienne, Disneyland est un symbole. Le parc est visité chaque année par plusieurs millions de personnes et il emploie en conséquence beaucoup de prolétaires. Mardi 23 mai, 500 grévistes ont fait une « journée noire pour Mickey et Minnie ». Des débrayages avaient commencé dans le parc et les spectacles, mais les 500 grévistes ont réussi à unir les hôtels, la sécurité, la restauration ou encore les attractions pour leur mouvement. Leur revendication est simple : 200 € d'augmentation, le paiement double des dimanches, et l'arrêt des « horaires adaptés », une méthode d'organisation du travail qui permet d'économiser du personnel en faisant peser le travail sur les effectifs présents. À la date du 23 mai, les grévistes n'ont pas eu gain de cause, mais il n'y a aucun doute que la lutte continuera.





## La tactique bourgeoise de « l'apaisement »

La lutte de classes est une réalité objective, même pour la bourgeoisie. Donc, quand elle se rend compte que la tension monte un peu trop, que les antagonismes se précisent, la classe bourgeoise a plusieurs solutions.

Elle peut, comme dans les guerres populaires qui ont lieu en ce moment en Asie ou en Amérique latine, utiliser la violence aveugle, la répression barbare. Avec ses forces armées, elle arrête dans les villages et les villes, elle tire à vue, elle crée des camps de concentration pour les masses. Nous voyons ces méthodes en Inde, en Turquie, au Pérou, aux Philippines.

Elle peut également, comme le passé l'a montré en France, utiliser la « carotte » plutôt que le bâton. En 1968 par exemple, à la suite du grand mouvement ouvrier de Mai-Juin 68, les accords de Grenelle sont mis en place par Pompidou. Le SMIG (futur SMIC) est augmenté de 35 %, entre autres. Ces accords, même s'ils forcent la bourgeoisie à lâcher des revendications, lui permettent de reprendre l'initiative politique, de pacifier le pays et de s'acheter le calme syndical.

Mais bien plus souvent, la bourgeoisie utilise toute la gamme d'armes à sa disposition, maniant la carotte et le bâton en même temps. Ainsi, on se souvient qu'en 1968, des ouvriers sont morts tués par la police pour avoir continué à résister en Juin.

### « L'apaisement », de la poudre aux yeux

Ainsi, l'apaisement n'est qu'un coup de communication de la bourgeoisie. Sa cible ? La partie de la population française qui serait prétendument effrayée du chaos et pour le retour de l'ordre. Si l'on continue le parallèle avec Mai 68, cela veut dire que Macron est à la recherche du même effet que De Gaulle qui avait fait manifester des soutiens sur les Champs Élysées le 30 mai 1968.

Sauf que... Macron n'est pas De Gaulle, 2023 n'est pas 1968, et les masses populaires n'ont pas rejeté la lutte initiée lors du mouvement contre la réforme des retraites. Bien au contraire ! Le blocage, le durcissement du mouvement et, certainement, l'opposition à



Les « casserolades » sont devenues emblématiques d'une volonté d'emmerder Macron et son gouvernement durablement.

Macron et à son gouvernement, sont restés très populaires tout au long de cette première partie d'année.

insultes, parlant par exemple de « *déni de réalité* » pour ceux qui veulent toujours retirer la réforme. Où est l'apaisement là-dedans ?

**En déplacement, Macron a multiplié les insultes, parlant par exemple de « déni de réalité ». Où est l'apaisement là-dedans ?**

De plus, Macron n'a pas du tout utilisé la carotte en réécrivant son projet de réforme ou en donnant quelques concessions au prolétariat comme on donne des os à un chien. Au contraire, il a organisé le passage de la loi grâce à la constitution et il a refusé de rencontrer les syndicats. En déplacement, il a multiplié les

### Une politique impossible

En réalité, Macron n'a plus de marge de manœuvre pour pratiquer un « apaisement » concret ailleurs que dans les mots. La bourgeoisie impérialiste française, en crise, doit rogner sur ses marges et ne peut rien concéder au prolétariat. Elle vise à augmenter son exploitation, sa répression. La réforme des retraites n'est, en ce sens, qu'un début.

Macron en est réduit à invoquer l'unité de la nation. Il fait terminer ses « 100 jours d'apaisement », comme un symbole, le 14 juillet. Lui, le Président, y voit sûrement le symbole de la France, de l'ordre et même de la Fête de la Fédération, cet événement de 1790 qui visait à réconcilier le peuple et le Roi. Mais pour la majorité des masses en France, le 14 Juillet rime avec la prise de la Bastille insurrectionnelle de 1789. Le bourgeois Macron devrait se rappeler ce qui est arrivé à l'aristocrate Louis XVI.





## Dissolutions : l'arme du pouvoir bourgeois en crise

**Ces dernières années, on entend régulièrement cette douce musique de « dissolution » dans la bouche des Darmanin, Véran, Schiappa, jusqu'à Macron. La dissolution, c'est l'arme politique par excellence pour un pouvoir bourgeois en crise qui cherche à rééquilibrer sa position face aux violences.**

Macron est très agile de ce point de vue depuis son premier quinquennat, prenant la suite de la présidence Hollande qui avait initié une lutte contre l'islamisme en passant au peigne fin les associations musulmanes du pays, pour faire le tri entre « bons et mauvais croyants ». Visant initialement des groupes fondamentalistes, la frontière a vite été franchie en s'attaquant à des associations ou ONG de défense des droits des musulmans, culminant avec la dissolution du CCIF en 2020.

La « dissolution » d'organisation est un dispositif juridique permettant au gouvernement de dissoudre tout groupement considéré comme dangereux pour les pouvoirs publics. Cette limite à la liberté de réunion et d'association est permise par une loi votée suite à la tentative de coup d'état du 6 février 1934 par des « ligues factieuses ». Ces groupes fascistes avaient tenté de renverser le parlement par la force, ce qui justifiait le soutien de cette mesure sur le principe, par les radicaux, socialistes, jusqu'aux communistes. Seulement, la République a un

caractère de classe et il serait idiot de penser que l'État se méfierait plus de groupes fascistes (qui ne font que conforter la domination bourgeoise avec des moyens répressifs supplémentaires) que du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Ainsi, rapidement, les dissolutions s'en prennent à des dangers immédiats

---

**La République a un caractère de classe et il serait idiot de penser que l'État se méfierait plus de groupes fascistes que du mouvement ouvrier et révolutionnaire**

---

et réels pour la bourgeoisie, comme les mouvements de libération nationale dans les colonies et les organisations révolutionnaires : organisations algériennes (étoile Nord-africaine et Parti du Peuple algérien) dans les années 1930 ; l'intégralité du mouvement communiste, syndical et démocratique français sous Vichy, puis quatre partis malgaches et indochinois après la Libération ; quatre organisations vietnamiennes, six organisations algériennes, trois organisations camerounaises dans les années 1950 ; puis des groupes antillais, guyanais, polynésiens et somalis (futur Djibouti) la décennie suivante. Suite à la grande révolte de

Mai-Juin 1968 et de l'intense période de lutte des classes qui a suivi, ce ne sont pas moins de 17 organisations qui seront dissoutes pour « *subversion révolutionnaire violente* », dont la Gauche prolétarienne en 1970, qui diffusait à l'époque la Cause du Peuple.

Si aujourd'hui Darmanin se targue d'avoir dissout Générations identitaire, c'est que cette dissolution lui a permis de s'attaquer ensuite à la Ligue de Défense Noire. S'il se targue d'avoir dissout les Zouaves Paris, c'est que cela justifie qu'il interdise des comités de défense de la Palestine. S'il menace aujourd'hui son ancien parti royaliste l'Action française, c'est qu'il cherche à équilibrer sa lutte contre « les extrêmes » après avoir menacé les Soulèvements de la Terre pour des canalisations sectionnées. Environ 53 % des dissolutions (hors régime de Vichy) ont visé des organisations d'extrême-droite, pour 47 % d'organisations révolutionnaires, progressistes ou indépendantistes. Voilà le prix de la politique bourgeoise. La défense de notre classe et la lutte contre le fascisme ne passe pas par le soutien à la répression légale, car les réseaux d'affaires bourgeois assurent l'essentiel du travail de réactionnarisation<sup>1</sup>. La progression du fascisme, c'est le fruit de la politique de Macron, c'est le financement du RN ou de Reconquête, c'est le produit d'une classe : la bourgeoisie française. Jamais nous ne rendrons service à notre camp en soutenant par principe la répression d'État.

<sup>1</sup> Restructuration de l'État bourgeois à travers des lois répressives et l'abandon des « politiques sociales » pour faire face à la crise et préparer la guerre.



▲ Affiche du collectif Dourioù Gouez pour une mobilisation contre le projet de ferme à saumon dans les Côtes-d'Armor.

## Côtes-d'Armor : un projet de ferme à saumons fait des vagues

**Dans le village de Plouisy, près de Guingamp dans les Côtes-d'Armor, les habitants s'opposent à un projet délirant d'implantation de « ferme à saumons ». Cette ferme en pleine terre prendrait la forme de plusieurs bassins gigantesques, étendus sur 10 hectares et permettant de produire environ 10 000 tonnes de saumon par an au démarrage de l'activité, puis 20 000 tonnes au bout de quelques années.**

Ce projet de l'entreprise norvégienne *Smart Salmon* se veut une « solution écologique » pour la production du poisson, mettant en avant dans le choix du site breton sa proximité avec les restaurants parisiens (moins de 4 heures de transport), permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre lors du transport des animaux. Réduire les émissions liées au transport c'est bien, mais qu'en est-il de celles liées à la production en elle-même ? Les poissons passant 2 ans dans les bassins, réduire de quelques heures leur trajet en camion vers les restaurants de la capitale semble bien dérisoire. Les bassins nécessiteront l'utilisation de 600 000 litres d'eau potable par jour

pour fonctionner, l'équivalent de la consommation quotidienne de 4 000 personnes. À cela il faut ajouter une consommation électrique annuelle équivalente à celle de 22 000 Français moyens ! Mais ne nous inquiétons pas,

---

**Les bassins nécessitent l'utilisation de 600 000 litres d'eau potable par jour, l'équivalent de la consommation quotidienne de 4000 personnes.**

---

l'entreprise nous dit que 25 % de cette énergie sera fournie par des panneaux solaires, ce qui ne laisse que 75 % en circuit traditionnel. Ouf !

Dans le contexte actuel de lutte pour l'eau, cristallisée autour des projets de méga-bassines comme à Sainte-Soline, et de crise énergétique avec la flambée des prix, un tel projet semble hors sol. Comment en effet justifier l'utilisation de cette eau dans ces projets, alors que les nappes phréatiques se vident un peu plus

tous les ans et peinent à se remplir, avec des précipitations de plus en plus faibles ? L'implantation de ces bassins répond uniquement au besoin des industriels agroalimentaires de maximiser leurs profits, privatisant pour cela des ressources indispensables à la survie de tous, ici l'eau.

C'est une lutte pour les ressources qui va devenir de plus en plus fréquente dans les années à venir, la bourgeoisie s'accaparant toutes les ressources disponibles et l'eau devenant une denrée de plus en plus rare. Nous allons donc nous retrouver face à des luttes toujours plus nombreuses, allant des méga-bassines à Sainte-Soline aux ZAD pour défendre un bien commun de l'appétit vorace et mortifère de la bourgeoisie. À Plouisy cette lutte est menée par le collectif Dourioù Gouez et n'en est certainement qu'à ses débuts. Suite à leur travail auprès de la communauté de commune de Guingamp-Paimpol Agglomération, les élus se sont majoritairement opposés à ce projet, mais malgré ça le processus d'implantation de la ferme est toujours en cours. On peut d'ores et déjà imaginer la suite de l'histoire : le permis de construire va être accordé et les travaux vont commencer, et avec eux la lutte va s'intensifier dans la violence, seule voie de résolution du conflit contre les intérêts bourgeois.



# Célébrations du 1<sup>er</sup> mai en France

Le 1<sup>er</sup> mai 2023 a été une mobilisation historique, réunissant 2,3 millions de personnes. C'est environ 10 fois plus qu'en 2022, ce qui prouve bien le climat de lutte dans lequel nous nous trouvons. Nous partageons des photos des cortèges révolutionnaires de différentes villes.



## PARIS ▶

À Paris, un grand cortège révolutionnaire unitaire a rassemblé différentes organisations et des camarades de différents pays.



## ▲ GUINGAMP

À Guingamp, les Jeunes Révolutionnaires ont fait une apparition remarquée avec un cortège rouge.



## RENNES ▶

À Rennes, un cortège rouge a participé à plusieurs manifestations et à une fête populaire.

## ▼ LIMOGES

À Limoges, un grand cortège révolutionnaire a participé à la manifestation syndicale puis mené une manifestation sauvage jusqu'à la mairie avec plusieurs milliers de personnes.



## LILLE ▶

À Lille, la Cause du Peuple a défilé avec le Comité Sans Papiers 59 et la Fédération Syndicale Etudiante.



## ▲ LYON

À Lyon, les drapeaux rouges de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire et le drapeau avec le marteau et la faucille ont été vus à l'avant de la manifestation.





# Théorie : le rôle des syndicats dans la lutte des classes

S'il y a bien un type d'organisation de masse qui a le vent en poupe depuis le début de 2023, c'est le syndicat. Tous les syndicats français rapportent des hausses record du nombre d'adhésions. En 5 mois, les chiffres de l'année 2022 sont déjà dépassés largement. Depuis janvier, on parle de plusieurs dizaines de milliers, sûrement proche de 100 000 personnes pour l'ensemble des syndicats réunis. C'est un élan de recrutement qui, en une seule fois, met à l'amende tous les partis politiques bourgeois.

Contrairement au « mouvement gazeux » de la France Insoumise où les « adhésions » sont des inscriptions en ligne, on parle pour les syndicats de réelles adhésions organisées en masse et de développement de nouvelles branches et syndicats locaux. À Pontivy dans le Morbihan, par exemple, un syndicat multi-professionnel CGT a pu être créé : il regroupe des prolétaires de l'agroalimentaire, des territoriaux... Ce n'est pas un exemple isolé.

Sans aucun doute, la médiatisation importante ainsi que le rôle de certains syndicats dans la lutte combative contre la réforme des retraites ont aidé. Pourtant, au final, le gouvernement n'a pas retiré son texte, et la mobilisation syndicale est restée sans suite. Alors qu'a-t-il manqué ? Et à quoi servent les syndicats ?

## Le rôle historique du syndicat : l'organisation nécessaire et inévitable du prolétariat

Le syndicat est né de la lutte des prolétaires contre l'exploitation salariée. De façon évidente, comme les prolétaires n'ont pas d'autres armes, il leur était seulement possible de se grouper dans leurs ateliers, leurs usines, et au-delà, dans des organisations ouvrières pour défendre leurs droits.

## Le syndicat est né de la lutte des prolétaires contre l'exploitation salariée

Ainsi sont nés les syndicats. Ils ont beaucoup grandi au 19<sup>ème</sup> siècle. Dans une lutte de classes économique dure, ces premières organisations ont utilisé la grève contre les patrons et pour contraindre le gouvernement bourgeois à l'action. Pour ces raisons, les syndicats n'étaient pas des organisations légales : il a fallu attendre 1884 en France pour qu'ils soient autorisés.

Dès le début, le syndicat groupe les prolétaires par métier : métallus, textile, rail... Comme le seul critère est d'être salarié de ce métier, les syndicats ouvrent leurs portes largement. Ils

deviennent donc des organisations de masse, dont le poids est déterminant dans la société. Petit à petit se développent des groupements de syndicats nationaux au-delà des corps de métiers isolés. La CGT est par exemple fondée en 1895 à Limoges, mais son origine se trouve dans une longue lignée d'organisations comme la Fédération des Bourses du Travail, entre autres.

Le révolutionnaire russe Lénine résume ainsi le rôle historique du syndicat sous le capitalisme : « Les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme ; ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers, aux premières ébauches du groupement de classe. Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène, indissoluble), les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne



◀ Manifestation de la CGTU à Concarneau en 1929. La CGTU faisait partie de l'Internationale Syndicale Rouge (ISR).

*s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière.* »<sup>1</sup>

C'est pour cela qu'il parle du syndicat comme l'organisation « nécessaire et inévitable » du prolétariat. Né de la lutte de classes sous le capitalisme, le syndicat trouve ses bases dans cette lutte. Il n'est ainsi pas étonnant qu'une hausse de la lutte de classes comme aujourd'hui s'accompagne d'un sursaut syndical. Le Parti Communiste du Pérou écrit que « pour mener la lutte revendicative on utilise le syndicat et la grève, qui est la forme principale de lutte économique du prolétariat »<sup>2</sup>.

### Le syndicalisme en France aujourd'hui

Aujourd'hui en France, les syndicats doivent être analysés précisément. L'ensemble des syndicats représentatifs, y compris la CGT, regroupent environ 10 % de la population active salariée. Les syndicats français ne font plus clairement la distinction de classe car ils définissent leur cible comme l'ensemble des salariés. Cela rend leur composition de classe floue. Dans leur direction et leurs membres, la direction de la classe ouvrière n'est pas assurée.

Les masses les plus larges et profondes en France ne sont que peu syndiquées pour le moment. Chez les employés et ouvriers non-qualifiés, on est près de deux fois moins syndiqué que la moyenne. Le secteur public est également bien plus syndiqué que le secteur privé.

<sup>1</sup> Lénine, *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, 1920.

<sup>2</sup> PCP, *Ligne de Masses, Ligne Politique Générale*, 1988.



▲ Entre autres actions médiatiques, les syndicats ont distribué des cartons rouges contre la retraite à 64 ans lors de la finale de la Coupe de France de football cette année.

Le financement des confédérations repose en partie sur des subventions de l'État bourgeois et des monopoles privés. La CFDT, la CFTC, la CGT, FO et l'UNSA participent à Confédération Européenne des Syndicats (CES), une structure de l'Union Européenne destinée à promouvoir le « dialogue social » dans l'intérêt des bourgeoisies des différents pays européens. Le rôle de la social-démocratie (PS, PCF, LFI) dans les syndicats est également notable : Sophie Binet, cheffe de la CGT, a adhéré au PS plus jeune ; Laurent Brun, désormais numéro 2 de l'organisation, est membre du PCF, proche de sa direction.

## Dans la grève, la lutte syndicale et dans les bases syndicales, on trouve un nombre de prolétaires avancés avec un niveau élevé de conscience

Ces affiliations et financements ne remettent pas en question les luttes de classes menées localement et nationalement par les syndicats. Par contre, ils expliquent la tendance à la négociation et à la théorie du « dialogue social » que la bourgeoisie a élaboré à coup de millions de financements sur des dizaines d'années. La révolution socialiste est mise de côté car on ne mord pas la main qui nous nourrit. Il faut dénoncer ces aspects en ayant en tête que l'on veut convaincre les masses ouvrières qui, spontanément, suivent des leaders réformistes, bourgeois : « Nous luttons contre "l'aristocratie ouvrière" au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous ; nous combattons les leaders

*opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière.* »<sup>3</sup> (Lénine)

Le plus important, c'est que dans la grève, la lutte syndicale et dans les bases syndicales, on trouve un nombre de prolétaires avancés avec un niveau élevé de conscience. Il faut s'unir avec ces gens. Il existe évidemment de la « conscience trade union »<sup>4</sup> (« trade union » signifie « syndicat » en anglais) qui, selon Lénine, est le point de vue étroit qui se développe spontanément dans les syndicats car les prolétaires se concentrent sur la lutte économique. Il y a aussi des points de vue corporatistes, de l'apolitisme, un esprit de routine... Mais ces aspects des syndicats sont hérités du capitalisme et de la division du travail, et il est infantile de penser les régler sans révolution et socialisme.

Du coup, il est primordial de faire de l'agitation dans les luttes syndicales, d'y participer pas seulement comme appuis ou soutiens, mais bel et bien comme force à part entière, prolétaires syndiqués ou non. Il faut prôner l'union à la base sur le principe de la classe qui nous unit, en appuyant sur les revendications justes. Et sans relâche, mener la propagande pour la révolution socialiste, qui est la seule voie vers l'émancipation du prolétariat en France.

Le syndicat est-il suffisant pour faire la révolution ? C'est en tout cas la théorie du syndicalisme révolutionnaire, qui a eu de l'influence en France au début du 20<sup>ème</sup> siècle, y compris dans la formation du Parti Communiste. Aujourd'hui, bien que ce courant ne soit plus très organisé, des réflexes syndicalistes révolutionnaires subsistent dans la conscience de classe en France.

Lénine a articulé la relation entre le Parti, l'État, le syndicat et les masses en prenant l'exemple de la jeune république soviétique qui venait d'être mise en place à l'époque. La place du Parti révolutionnaire du prolétariat ne peut pas être mise de côté, car le prolétariat a besoin de sa forme suprême d'organisation, une organisation pleinement politique, et pas principalement économique : c'est-à-dire le Parti.

Le syndicat a une place importante dans la lutte de classes sous le capitalisme, et il la conservera dans la révolution et le socialisme. Alors, le syndicat pourra devenir une réelle « école du communisme » et progressivement il permettra aux prolétaires d'accomplir la suppression de la division du travail. Il aura alors, sur la voie du communisme, accompli sa tâche historique nécessaire que le capitalisme lui a léguée.

<sup>3</sup> Lénine, *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, 1920.

<sup>4</sup> Lénine, *Que Faire ?*, 1902.

# Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

## 1 PAKISTAN

Au Pakistan, des émeutes ont explosé suite à l'arrestation de l'ancien premier ministre, Imran Khan, opposant électoral au gouvernement en place. Un appel au peuple pakistanais à prendre la rue a été lancé en parallèle d'une campagne de dénonciation menée par Khan et ses soutiens. Ces manifestations s'appuient sur une critique profonde d'un État militaire corrompu ! Il est responsable d'une crise sociale et économique importante que les masses dénoncent en prenant d'assaut les grandes villes, allant jusqu'à brûler les résidences de commandant de l'armée. Depuis le début des affrontements, 8 civils ont été tués sous les coups des forces répressives du gouvernement. Pour limiter la propagation du soulèvement, la transmission d'informations et isoler le pays, le gouvernement a décidé de bloquer tout accès à internet. C'est une méthode à laquelle l'État pakistanais a souvent eu recours.

## 2 ÉTATS-UNIS

En février dernier, un nouveau scandale du capitalisme a fait grand bruit aux USA : l'entreprise de nettoyages d'usines alimentaires PSSI faisait travailler plus d'une centaine d'adolescents, dont certains avaient à peine 13 ans ! C'est une enseignante qui a alerté les autorités, en découvrant que l'un de ses jeunes élèves avait des blessures assez graves. L'inspection du travail a alors découvert que le jeune garçon travaillait de nuit dans une usine de viande, et pire encore qu'il était loin d'être le seul dans cette situation ! PSSI faisait travailler des adolescents à travers tous les Midwest (les états du centre des USA). Pour éviter d'attirer les regards de la justice, PSSI falsifiait les documents de travail de ces jeunes, les faisant passer pour des adultes, et les faisait travailler de nuit. Beaucoup de ces jeunes ont subi des accidents du travail, mais ne pouvaient rien dire au risque de perdre leurs travaux, d'autant que beaucoup venaient de familles extrêmement précaires. Ce qu'il faut retenir de ce scandale, c'est qu'il n'est que la face visible de l'iceberg, et que de nombreux autres jeunes sont toujours forcés par ce système pourri à subir le même enfer, des enfants travaillant dans des mines de cobalt au Congo jusqu'aux adolescents exploités par PSSI.

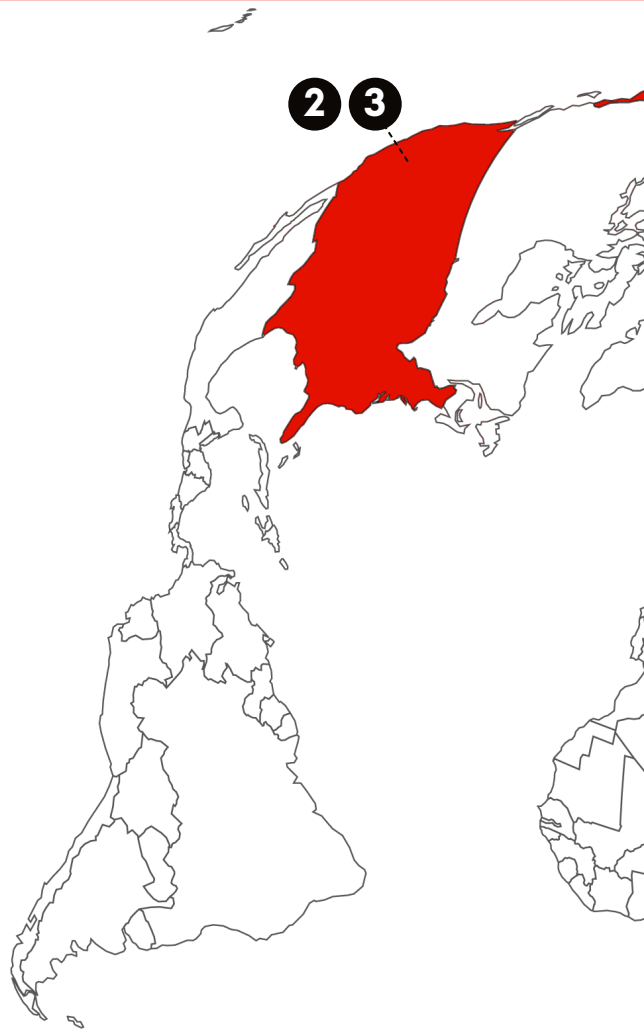
## 3 ÉTATS-UNIS

Depuis le début du mois de mai, la colère gronde à Hollywood, et de nombreux piquets de grèves fleurissent dans tous les hauts lieux du cinéma américain ! La WGA (« Writers Guild of America »), qui syndique la

majorité des scénaristes de l'audiovisuel américain, a déclaré une grève générale depuis le 2 mai après l'échec des négociations avec l'AMPTP, équivalent américain du MEDEF pour le patronat de l'audiovisuel, où l'on retrouve des monopoles comme Disney, Warner Bros, Universal, Netflix, etc. Le sujet principal de tensions concerne le streaming, secteur qui s'est énormément développé ces dernières années. Alors que les grands patrons de l'audiovisuel se font des marges toujours plus gigantesques grâce au streaming, les scénaristes eux sont payés au lance-pierre, et la situation ne fait que se dégrader. Bien que la lutte des scénaristes soit ici petite bourgeoise, leur revendication principale étant la défense de leurs « droits d'auteur » face aux grands patrons, elle n'en reste pas moins une attaque courageuse et nécessaire contre des monopoles qui se pensaient jusqu'à lors tout-puissants. La grève des scénaristes, malgré la répression patronale, a permis à une forte solidarité de s'exprimer entre les divers corps de métiers qui travaillent dans l'audiovisuel (auteurs, techniciens, acteurs...). Comme on a pu le voir notamment avec le soutien apporté par la SAG-AFTRA (syndicat d'acteurs), qui compte des figures célèbres comme l'actrice Fran Drescher, qui a rejoint le mouvement de grève !

## 4 SUÈDE

La Suède prouve une fois de plus qu'elle est loin d'être le havre de paix sociale tant vantée par la social-démocratie occidentale. Si le pays est si riche, c'est qu'il repose principalement sur une économie minière. Ces







régions riches en minerais stratégiques, la Suède les a gagnées à l'aide d'une politique coloniale brutale, en expulsant de leur terre les populations autochtones : les Samis. S'en est suivie une stratégie d'assimilation forcée des Samis à la culture suédoise, en enfermant les jeunes dans des pensionnats où la violence était quotidienne. Le dernier pensionnat a fermé en 1962. Aujourd'hui, les instances politiques suédoises ont lancé une commission « vérité et réconciliation » qui vise à reconnaître les souffrances faites au peuple sami. Mais cette mesure purement symbolique n'efface en rien les séquelles encore vives des Samis et n'a pas le goût de la réparation qu'ils attendaient. C'est d'autant plus vrai que les dernières zones de vie et d'activités traditionnelles samis se font doucement expulser et menacer par l'industrie grandissante du pays, à la recherche de gisements, de terres et de minerais. Des actes qui dénotent fortement avec les promesses politiciennes.

## 5 GRÈCE

Une vidéo envoyée par un militant autrichien au quotidien américain *The New York Times* montre une vérité que les autorités grecques cherchent à cacher depuis longtemps : des migrants, parmi lesquels des enfants,

se faire enlever sur terre avant d'être emmenés en mer et abandonnés sur un canot pneumatique par les Garde-côtes grecs. La rédaction du journal a enquêté et interviewé des survivants, des migrants venant de Somalie, d'Érythrée et d'Éthiopie, pour reconstituer les faits. Le matin du 11 avril, un van blanc non-identifié est arrivé à la pointe sud de l'île de Lesbos, qui rassemble énormément de migrants, vivant dans des conditions terribles. Deux hommes attendaient sur un bateau à moteur, visage couvert, et ont aidé à « décharger » le camion, dans lequel avaient été entassées 12 personnes, dont des petits enfants. Toutes racontent avoir atteint Lesbos par l'intermédiaire de passeurs. Laissées à l'abandon sur l'île, sans structure d'accueil, les familles ont vite été poursuivies par les autorités grecques. Après avoir tenté de se cacher dans des buissons, elles ont été capturées puis emmenées sur le bateau à moteur. Celui-ci a alors rejoint un bateau officiel des Garde-Côtes, qui n'a volontairement pas émis de signal de géolocalisation, pour se rendre intraçable. Le bateau s'est arrêté aux abords de la fin du territoire maritime grec. Les migrants racontent avoir alors été poussés sur un canot pneumatique et laissés à la dérive. Les familles ont été secourues plusieurs heures plus tard par les Garde-Côtes turcs, avant d'être placées dans des centres de détention à Izmir, en Turquie. Pour beaucoup d'entre elles, c'est un retour à la case départ, car elles avaient déjà passé plusieurs mois voire année en Turquie, dans des conditions très difficiles. Le gouvernement grec a refusé de s'exprimer sur ce scandale. Ses dirigeants étaient plutôt occupés à faire campagne pour les élections du 21 mai. La Grèce est loin d'être le seul pays à pratiquer le « pushback », cette méthode qui consiste non pas à refouler les migrants à la frontière, mais à capturer ceux présents sur le territoire pour les en expulser illégalement : la France le fait aussi, en capturant par exemple des mineurs à Briançon, dans les Alpes, avant de déchirer leurs papiers, voler leurs chaussures et les abandonner au froid dans les montagnes côté italien.



# Mayotte : la tragédie coloniale jusqu'au bout ?

**Mayotte, Mahore en Swahili, est une île de l'archipel des Comores, accaparée par l'État français depuis plus de 170 ans. Peu connue en métropole, comme les autres « collectivités d'outre-mer », l'opération « Wuambushu » de Darmanin l'a pourtant récemment mise sous le feu des projecteurs.**

Durant 150 ans, les Comores ont été des terres françaises abandonnées par la métropole. L'indépendance de l'archipel, négociée en 1974, a été immédiatement bafouée. Mayotte est séparée des autres îles en s'appuyant sur un référendum frauduleux : même l'ONU n'a jamais reconnu sa légalité. L'année précédente, la révolution à Madagascar avait chassé la base militaire française de Diego Suarez, au nord de l'île. La République des Comores est alors livrée à un mercenaire français, le tristement célèbre Bob Denard. Lui et ses « affreux » d'extrême-droite font le sale boulot pour la Françafrique : coups d'État, répressions d'opposants, etc. En 1978, il assassine le président Soilih, trop marxiste, au profit du président Abdallah. Puis en 1989, il assassine ce dernier. Au début des années 80, la République

des Comores est donc un État fantoche dirigé par un mercenaire français et Mayotte est un « Territoire français d'Outre-Mer ». Les années Mitterrand entraînent une inflexion dans la politique coloniale française, tandis que la fin de la guerre froide et l'intégration au capitalisme mondial à marche forcée font exploser

---

**En 1990, Mayotte accuse un important retard économique et social : il n'y a pas d'eau courante, ni hôpitaux, ni lycées...**

---

les précaires équilibres locaux. L'influence doit se faire plus discrète qu'une bande de mercenaires, et les droits des populations doivent paraître respectés. Denard est mis hors service en 1995. La République des Comores est exsangue : la population de pêcheurs et d'agriculteurs a été exploitée par les trafiquants, les militaires et les mercenaires pendant deux décennies « d'indépendance ».

De son côté, en 1990, Mayotte accuse un important retard économique et social par rapport aux autres colonies françaises. Ni le SMIC ni le RMI<sup>1</sup> n'y existent. L'analphabétisme se maintient, les taux de natalité et de mortalité infantile relèvent du tiers-monde. L'électrification est à peine entamée, il n'y a pas d'eau courante pour l'immense majorité des Mahorais, pas de production locale, pas de tourisme, ni hôpitaux, ni lycées, un réseau routier qui n'en mérite pas le nom. À cette époque, Mahorais et Mahoraises sont de plus en plus nombreux à s'expatrier à La Réunion<sup>2</sup>. Le désir collectif de devenir un département avec les mêmes droits s'accroît.

Les conditions sont dures à Mayotte, mais elles sont encore pires aux Comores : les habitants des autres îles cherchent alors à rejoindre la colonie française. Le FN se développe grâce à son discours anti-immigration clandestine. Déjà, beaucoup de Mahorais sont inquiets de devoir partager les maigres avantages à être Français avec leurs voisins, qui sont souvent leurs propres cousins. Naît alors dans

<sup>1</sup> Revenu minimum d'insertion. Cette allocation a existé entre 1988 et 2009 et a été remplacée par le RSA.

<sup>2</sup> Pour bénéficier d'une opération chirurgicale ou aller au lycée, la Réunion, qui est le département français le plus proche, est la seule solution.



les esprits de la bourgeoisie française l'idée de transformer Mayotte en « Singapour français de l'Océan Indien ». Un nouveau port est construit, l'électrification accélérée. Pour l'eau potable, aucune solution n'est élaborée, mais qu'importe ! L'illettrisme est entretenu à des niveaux records. Pourquoi éduquer les futurs sous-prolétaires voués aux tâches subalternes du Grand Projet Singapourien ? Cela risquerait même d'être le ferment de frustrations et de contestations sociales. Nettoyage, maintenance, restauration ou prostitution les attendent.

La population a été multipliée par six en 50 ans. La spéculation foncière, jusque là contenue par une gestion traditionnelle des transactions, explose. Avec la départementalisation, les prix des terres sont multipliés par des facteurs 5 à 10 en quelques années. Les colons français, les muzungus, captent les meilleurs emplacements. L'économie d'importation remplit les poches de gros commerçants avec une majorité de produits sud-africains et chinois. En plus de ça, l'euro rend les équilibres avec les économies voisines impossibles. Les Comores sont alors l'un des pays les plus pauvres du monde. Et dans ce jeu de dupes, la Banque Centrale des Comores a pour actionnaire l'État Français avec droit de veto.

Il y a 30 ans, les taux de natalité comoriens présageaient d'une explosion démographique à venir. L'absence de réserves d'eau douce à Mahore posait la question de la viabilité de l'île à moyen terme. Les taux d'illettrisme et de pauvreté menaçaient toute forme de développement humain à court terme. Mais les

autorités coloniales espèrent quand-même dissimuler ce scandale avec l'opération Wuambushu, à grand renfort de grenades. Les « bidonvilles », qui représentent plus de 40 % de l'habitat avec 200 000 habitants, sont censés disparaître grâce aux bulldozers. Les habitants y sont souvent de nationalité française, ont parfois des titres de séjours, d'autres sont dans

## Garder Mayotte permet à la France d'assurer ses intérêts dans une région clé du monde

une clandestinité forcée. La question du logement peut-elle être résolue ainsi ? Le SMIC est à 8,70 € bruts contre 11,52 € en métropole. 77 % de la population vit sous le seuil de pauvreté alors que les prix du m<sup>2</sup> sont ceux de la métropole. Le peu de jeunesse diplômée s'expatrie. Voisins et cousins comoriens sont ainsi les boucs-émissaires de l'impérialisme français, au profit des fonctionnaires, des militaires et de la bourgeoisie. Garder Mayotte comme colonie, c'est avant tout pour la France une manière d'assurer ses intérêts dans une région clé du monde : le canal du Mozambique, où transite 80 % du pétrole du Moyen-Orient<sup>3</sup>. Car le cumul des eaux territoriales de Mayotte et des îles Éparses<sup>4</sup> permet à la France de disposer

<sup>3</sup> En outre, des gisements d'hydrocarbure y ont été découverts en 2000.

<sup>4</sup> Petites îles françaises situées dans l'océan Indien, situées autour de Madagascar. Elles ne sont peuplées que de militaires français.

d'une zone économique exclusive de plus de 600 000 km<sup>2</sup> : c'est la moitié de la superficie du canal.

Darmanin, lui, veut de la publicité pour sa conquête du pouvoir. Mais son arrogance la dispute à son incompétence et à celle de ses services. Début mai, les 1800 fonctionnaires de police et de justice déplacés ont généré une centaine d'arrestations, pour 5 condamnations. La République des Comores refuse d'accueillir des personnes sans papier d'identité, ce qui rend impossible les expulsions. « Wuambushu » est un fiasco. Les dernières colonies françaises, dont Mayotte, sont des bourbiers où le pouvoir perd pied. La tragédie, ce sont les noyades par milliers, la clandestinité forcée, et l'enfer de la misère pour les victimes de l'impérialisme, sans horizon d'émancipation sous le capitalisme.

### Note de la rédaction

Depuis la rédaction de cet article, les destructions et les violences auront probablement empiré à Mayotte. L'émancipation des prolétaires de l'océan Indien devra être le fruit d'un combat encore long. Par contre, étant donné l'extrême précarité qui est la leur et la misère qui les tenaille, certains mourront des conséquences directes ou indirectes de cette opération coloniale. Leurs noms s'ajouteront à une longue liste. C'est pour elles et eux, et dans un esprit de combat collectif, que nous partageons ces informations.

## Assoumani, président du double jeu

Azali Assoumani, 64 ans aujourd'hui, a pris le pouvoir aux Comores par un coup d'État le 30 avril 1999, avant d'être élu président de l'union des Comores en 2002, 2016 et 2019. Il préside par ailleurs l'Union Africaine depuis 2023.

Joli palmarès, sans doute dû à ses talents multiples. Il préfère les élections truquées au putsch, même s'il excelle dans les deux. La répression de toute opposition, l'incarcération ou l'intimidation des opposants en sont évidemment la base. En accord avec la tradition locale, il protège le trafic d'or, avec les monarchies du Golfe persique, Émirats

Arabes Unis, Arabie Saoudite, etc. Il développe la coopération militaire avec la Chine et rêve un scénario à la Djibouti, avec locations de bases militaires aux plus offrants, USA en tête... Mais il sait aussi faire vibrer la corde francophone, fréquente Macron : c'est ainsi qu'il a obtenu la présidence de l'Union Africaine en février dernier. Puis, finalement, il séduit tout le monde avec des gisements sous-marins de gaz, encore non-exploités. Il trouve quand même le temps, à l'occasion, de rendre visite à ses camarades putschistes de la junte soudanaise à Khartoum, aux sommets interna-

tionaux en Suède ou à Madagascar.

Au mois de mai, la Banque d'Aide au Développement a accordé des fonds considérables pour le réseau routier comorien. Toujours en mai dernier, après quelques sorties médiatiques tentant de faire de lui le gentil de l'histoire dans l'opération Wuambushu, Assoumani a accédé aux demandes de Darmanin. La délégation gouvernementale comorienne est passée à Paris dans les ministères et tout s'est passé de la main à la main. Le slogan du petit dictateur « Mahore est comorien » est aussi truqué que ses élections.



# Célébrations du 1<sup>er</sup> mai à travers le monde

Le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale de la classe ouvrière, a été célébré partout dans le monde. Nos camarades du média international [Redherald.org](http://Redherald.org) ont partagé des photos des mobilisations dans différents pays, que nous vous faisons parvenir ici :



## ÉQUATEUR

À Ibarra en Équateur, les travailleurs ont défilé avec des drapeaux rouges pour demander un mouvement syndical renouvelé, combatif et anti-opportuniste.



## COLOMBIE

En Colombie, une marche a eu lieu à Medellín contre le gouvernement opportuniste de Petro. Des drapeaux des USA, de la Russie et de la Chine ont été brûlés.



## IRLANDE

En Irlande, la Ligue Révolutionnaire du Logement a participé au 1<sup>er</sup> mai à Dublin, puis a protesté pour demander la libération d'activistes détenus pour avoir participé à l'occupation d'un bâtiment.



## ALLEMAGNE

En Allemagne, des activités ont eu lieu dans plusieurs villes dont Bremerhaven, une des villes les plus pauvres du pays.



## PHILIPPINES ▶

Aux Philippines, 10 000 personnes ont marché à Manille et dénoncé les politiques pro-USA du régime de Marcos qui était parti aux États-Unis rencontrer Joe Biden.



## ▼ FINLANDE

En Finlande, une banderole contre l'impérialisme et l'OTAN a animé la manifestation du 1<sup>er</sup> mai.



## ◀ TURQUIE

À Istanbul, en Turquie, malgré les intimidations de l'État réactionnaire, une manifestation a pu être tenue sous les drapeaux de Partizan où des slogans antifascistes et en célébration d'Ibrahim Kaypakkaya ont été scandés.

## DANEMARK ▶

Au Danemark, à Aalborg, un contingent de révolutionnaires a pris part à la manifestation syndicale.



## ▲ SUÈDE

En Suède, un hommage a été rendu à Set Persson, leader du prolétariat de Suède, et une manifestation a eu lieu pour porter la reconstitution du Parti Communiste de Suède.

## ESPAGNE ▶

Dans l'État espagnol, à Albacete, 2000 personnes ont marché et un contingent de prolétaires révolutionnaires a affiché la solidarité internationale avec le peuple mexicain contre le méga-projet impérialiste de Corridor Interocéanique (CIIT).





# Malgré la répression, la NPA continue son combat aux Philippines

La Nouvelle Armée Populaire (NPA) lutte désormais depuis 54 ans aux Philippines pour la révolution et contre le régime fasciste soumis à l'impérialisme américain. À sa création le 29 mars 1969, la NPA ne comptait que quelques dizaines de combattants, contre plusieurs milliers aujourd'hui. Grâce à un long travail de masse, la NPA et le Front National Démocratique des Philippines (qui a fêté le 24 avril ses 50 ans), guidés par le Parti Communiste des Philippines (CPP) ont su gagner la confiance des paysans pauvres. Des fronts de guérillas sont aujourd'hui actifs dans presque tout l'archipel. La NPA a su, grâce à son implantation auprès des masses, survivre et s'étendre malgré des opérations brutales de répression de l'armée philippine qui n'hésite pas à faire régner la terreur dans les campagnes et bombarder des villages pour réprimer la juste révolte des masses pour la révolution démocratique.

Pour célébrer l'anniversaire de la NPA, une série d'offensives tactiques victorieuses ont été menées dans la région de Masbate entre le 22

mars et 1<sup>er</sup> avril, 20 terroristes du gouvernement ont été tués. D'autres offensives tactiques victorieuses ont été menées récemment, notamment dans la région de Rizal, où le 31 mars, aux portes de la capitale Manille, un soldat du gouvernement a été tué par la NPA.

La répression du mouvement révolutionnaire aux Philippines est incroyablement violente et barbare, en témoigne la capture, la torture et le meurtre de Benito Tiamzon, président du comité exécutif et de Wilma Austria Tiamzon, secrétaire générale du CPP, le 21 août 2022. Ils ont été tués, ainsi que huit autres camarades, alors qu'ils étaient en déplacement dans la province de Samar. Ils n'étaient pas armés. L'AFP (forces armées des Philippines) avait élaboré un mensonge selon lequel ils étaient morts suite à un échange de tirs à bord d'un bateau. Mais une longue enquête du CPP a permis de reconstituer les événements

ayant mené à l'assassinat de ces deux grands dirigeants. Le CPP exige que justice soit faite et tient pour responsables de ce crime les principaux généraux de l'AFP et le président Marcos Jr.

Benito Tiamzon et Wilma Austria-Tiamzon. ▼



## Irlande du Nord : sursaut anti-impérialiste

Le 10 avril dernier a marqué les 25 ans de l'Accord du Vendredi Saint en Irlande du Nord. Cet accord, signé par les partis politiques majeurs d'Irlande du Nord en 1998, actait la capitulation de la lutte armée de libération nationale menée par l'Armée Républicaine Irlandaise Provisoire pendant 30 ans. À cette occasion, le président américain Joe Biden s'est rendu en Irlande. Les révolutionnaires républicains ont alors démontré leur combativité et réaffirmé la poursuite de la lutte armée. « *Alors que nous entrons en 2023, l'Irlande reste sous occupation et notre souveraineté nationale est niée par un gouvernement étranger. L'Armée Républicaine Irlandaise utilisera tous les moyens à sa disposition pour briser cet asservissement* » a ainsi communiqué la Nouvelle IRA, armée révolutionnaire héritière de l'IRA Provisoire, qui a refusé de déposer les armes après l'accord de 1998. Par cette déclaration, la Nouvelle IRA, qui compterait environ 200

combattants, réaffirme sa détermination à poursuivre la lutte armée pour une Irlande réunifiée, la voie électorale peinant à avancer en direction de la réunification malgré la victoire parlementaire du Sinn Fein<sup>1</sup> en 2022.

La Nouvelle IRA s'est illustrée par la tentative d'assassinat revendiquée d'un policier anglais, à Omagh (ouest de l'Irlande du Nord), en février dernier. Cet événement, et la détermination nouvelle de l'armée ont obligé le MI5<sup>2</sup> à relever son niveau d'alerte concernant la menace terroriste en Irlande du Nord, craignant un attentat imminent à la veille de la visite de Biden, surnommé « *l'impérialiste en chef* » par les militants républicains. Ce désaveu du pacifisme est également partagé par la population d'Irlande du Nord. Les parades commémorant l'Insurrection de

Pâques<sup>3</sup> à Derry, ville à majorité catholique et quartier général républicain, ont été le théâtre de révoltes spontanées de la population locale, qui s'est opposée à la présence policière à coup de cocktails molotov. Victime de l'occupation britannique et de l'oppression qui en découle, Derry est particulièrement marginalisée en Irlande du Nord, avec plus de la moitié de sa jeunesse qui vit dans la pauvreté. D'autres démonstrations sont venues renforcer la lutte, notamment à Belfast où des militants ont affiché des messages dénonçant l'impérialisme américain sur la colline de Black Mountain dans l'ouest de la ville.

Malgré les trahisons du républicanisme institutionnel, la lutte se poursuit en Irlande du Nord pour une Irlande réunifiée et libérée du joug impérialiste.

1 Principal parti républicain d'Irlande du Nord, ancienne branche politique de l'IRA Provisoire.  
2 Service de sécurité britannique.

3 Révolte ayant eu lieu en 1916 à Dublin. Elle marque un tournant vers la révolution nationale et mène à la guerre d'indépendance.





▲  
Une manifestation de  
Partizan

# À rebours de la lutte électorale, la Guerre populaire se poursuit en **Turquie**

La lutte des classes bat son plein en Turquie. Le contexte de lutte armée dans le sud du pays, couplé aux tensions de la période électorale, rend le gouvernement d'autant plus vif dans la répression des oppositions, en particulier des forces démocratiques et révolutionnaires. À l'occasion des défilés du 1<sup>er</sup> mai, une vague d'arrestations a touché des membres du journal *Partizan*, média du Parti communiste de Turquie (TKP/ML). À Istanbul, c'est une quinzaine de lecteurs et diffuseurs du journal qui ont été arrêtés, ainsi que le journaliste Elif Karakaya, alors qu'ils défilaient avec une banderole à l'effigie d'Ibrahim Kaypakkaya, dirigeant martyr du TKP/ML. Beaucoup d'entre eux ont été détenus de manière brutale. Le 6 mai, c'est une opération coordonnée de perquisition et d'arrestations de militants de *Partizan* qui a été organisée à Istanbul, Hatay et Dersim. De nombreuses photographies, livres, documents et banderoles ont été saisis et les personnes arrêtées ont été interdites de voir un avocat à cause d'une clause de confidentialité.

## Une répression habituelle

Les camarades de *Partizan* ont réagi en

publiant une déclaration le 11 mai : « C'est une répression naturelle, que nous rencontrons tout le temps dans la lutte des classes. Nos camarades qui ont été détenus et arrê-

**La situation de second tour, le premier de l'Histoire turque, indique un changement dans la bataille électorale, mais pas un changement fondamental.**

tés en sont pleinement conscients. Nous en avons conscience. Il faut bien savoir que nous sommes dans la même position de résistance qu'eux face à l'agression dont ils font l'objet. Les raisons invoquées pour les détentions et les arrestations sont le travail journalistique, les actions légales et démocratiques. » Ils affirment être déterminés à étendre la lutte et ne pas se laisser intimider.

## Vaincre le fascisme

Dans le contexte des élections, les communistes turcs mènent une vive campagne pour le boycott du processus électoral. Ils reconnaissent que la situation de second tour (le premier de l'Histoire turque) indique un changement dans la bataille électorale, mais pas un changement fondamental. Ils dénoncent une « lutte pour le pouvoir entre cliques fascistes » dans lequel les peuples de Turquie n'ont rien à gagner. « Ce qui vaincra le fascisme, c'est la lutte révolutionnaire organisée du peuple pour la libération », c'est à dire la voie de la Guerre populaire prolongée, stratégie initiée par Ibrahim Kaypakkaya, mort sous la torture il y a 50 ans. Cette voie est toujours défendue aujourd'hui par le TKP/ML, qui a récemment initié des actions armées au sein même d'Istanbul, avec un attentat à la bombe visant un commissariat du quartier de Gülsuyu. Un grand Symposium (séminaire) international a d'ailleurs été organisé en Autriche les 27 et 28 mai pour étudier la pensée de ce dirigeant qui inspire aujourd'hui encore les révolutionnaires du monde entier.





## Les « tradwives » : un imaginaire féminin réactionnaire

Depuis 2017, à la suite de l'élection de Donald Trump aux États-Unis, se font remarquer sur les réseaux sociaux des comptes *lifestyle* (en français, « mode de vie ») prônant le retour des femmes au foyer. Ces comptes de « femmes au foyer traditionnelles », en anglais « *tradwives* », nous expliquent comment elles organisent leur journée autour du ménage, de la cuisine, de s'occuper de leurs enfants et de leur mari, donnent des conseils dans chacun de ces domaines... Surtout, elles prêchent ce mode de vie comme leur ayant permis de se libérer du stress de la vie moderne, de trouver et maintenir un équilibre. Toujours bien habillées, élégantes « à l'ancienne », parfaitement maquillées et souriantes, elles sont la façade parfaite pour un mouvement nauséabond, profondément réactionnaire<sup>1</sup> et anti-féministe.

### La dépendance envers le conjoint et l'isolement social

Rester à la maison pour s'en occuper seule pendant que son mari se rend au travail pour subvenir aux besoins de l'ensemble de la famille n'est pas une position libératrice, quoi que ces influenceuses puissent en dire. Ne pas avoir de travail salarié les place dans une

posture de dépendance envers leur conjoint, qui est le seul maître des affaires financières du foyer, créant un déséquilibre de pouvoir énorme au sein du couple. À cela il faut ajouter que rester à la maison limite les contacts avec l'extérieur, créant de l'isolement social pour ces femmes, s'assurant que leur seul point de repère soit leur mari et leur famille. Et même si les influenceuses du mouvement *tradwives* peuvent se targuer de centaines de milliers

**Leur choix de vie semble surtout être celui de la servitude envers les hommes sans se laisser la possibilité d'en sortir**

d'abonnés sur les réseaux sociaux, la réalité est qu'elles passent le plus clair de leur temps seules, à faire le travail domestique, cachées du monde. Leur choix de vie semble surtout être celui de la servitude envers les hommes sans se laisser la possibilité d'en sortir. C'est une vision réactionnaire, qui va à l'encontre de

toute idée d'émancipation féminine, cachée sous l'illusion d'un choix éclairé de ce mode de vie.

### Un lien avec les mouvances fascistes

En plus de véhiculer une vision toxique et rétrograde de la féminité à leur public, montrant la servitude comme porte de sortie à tous leurs problèmes, le mouvement *tradwives* est très lié (et ce n'est pas un hasard) aux mouvances fascistes et d'extrême droite. Parmi les plus connues nous pouvons citer Abigail Shapiro (*Classically Abby* sur les réseaux sociaux), qui en plus des sujets classiques abordés par les *tradwives*, nous parle de politique, de société, nous expliquant par exemple que pour respecter les femmes il faut être anti-avortement. Ses opinions ressemblent à s'y méprendre à celles de son frère, Ben Shapiro, journaliste et éditorialiste américain d'extrême droite particulièrement virulent, connu pour avoir écrit pour le média d'extrême droite *Breitbart*, dont le directeur de publication Steve Bannon était conseiller du président Donald Trump.

La vision réactionnaire de la féminité défendue par les *tradwives* doit être combattue, l'émancipation des femmes ne pouvant se passer dans l'opacité du foyer mais au grand jour à travers la révolution.

<sup>1</sup> Élément qui cherche à maintenir l'ordre social, par opposition aux mouvements progressistes, révolutionnaires.



# L'Établi : un film à voir pour se révolter au travail

*L'Établi* de Mathias Gokalp, sorti en avril dernier, nous plonge dans les années 60, juste après les grands mouvements de grève de Mai-Juin 1968. Dans un contexte où les accords de Grenelle ont été signés, signifiant l'abandon de la lutte au profit de négociations, beaucoup de jeunes et d'ouvriers voient la capitulation des syndicats comme une trahison de la révolution. Ils s'organisent et forment la Gauche Prolétarienne (GP), une organisation maoïste luttant pour la révolution socialiste. Le film est basé sur le livre autobiographique écrit par Robert Linhart, qui était à l'époque un militant de la Gauche Prolétarienne<sup>1</sup>.

Les étudiants et universitaires de la Gauche Prolétarienne faisaient ce qu'on appelle des

<sup>1</sup> La Cause du Peuple était d'ailleurs l'organe de presse de la Gauche Prolétarienne, en 1968.

« établissements » : ils se faisaient embaucher dans des postes ouvriers afin de mener des grèves et soutenir la lutte de la classe ouvrière dans la révolution. Dans *L'Établi*, nous suivons le personnage de Robert Linhart, un professeur d'université qui se fait embaucher à l'usine Citroën de Choisy.

À travers ses yeux nous découvrons les cadences infernales, les risques et les humiliations auxquels font face quotidiennement les ouvriers de l'usine. Mais aussi la division raciste du travail, les conditions terribles et la précarité des ouvriers immigrés. La cruauté des petits chefs et les tactiques fourbes des patrons pour décourager, pacifier et diviser la classe ouvrière au sein de l'usine. Le film critique également la trahison des syndicats, leur pacifisme face à la lutte naissante.

À l'usine Linhart vit un choc physique, culturel et psychologique. Mais aidé de ses camarades et aux cotés de ses collègues, il persévère, car il est guidé par sa conviction profonde qu'il faut détruire le capitalisme dans la lutte du prolétariat.

Le film raconte comment les ouvriers de l'usine s'organisent avec Robert pour former un comité de lutte et lancer une grève massive dans Citroën. C'est incroyablement motivant et encourageant de voir comment s'organise la grève, comment les ouvriers font triompher l'optimisme révolutionnaire et font tenir l'unité de la classe face à l'intimidation, les menaces et la propagande patronale. Quand les ouvriers commencent à débrayer la chaîne principale de la production des 2 CV, les cœurs palpitent de joie et on a envie de bondir de son siège pour les suivre dans la grève, chanter *L'Internationale*...

Malgré la lutte acharnée, le film se termine sur une note de défaite, car l'élan révolutionnaire des révoltes de Mai 68 n'est pas repris largement. Les leaders de la grève se font virer et pousser à la porte par les patrons. Linhart revient à sa vie d'avant comme tant d'anciens établis, avec le cœur abîmé, mais sans jamais liquider ses convictions.

Si nous vous recommandons chaudement de voir *L'Établi*, il mérite quand même quelques critiques. Le film manque de contextualisation et de contenu idéologique : seules quelques citations ou mentions de Marx et Mao sont glissées par ci par là. *L'Établi* peine à montrer le cœur de ce qui était porté par ces militants « maos » à l'époque : la lutte contre le révisionnisme<sup>2</sup> et la lutte pour la révolution socialiste. Le film peine également à montrer l'image réelle de ce qu'était la Gauche Prolétarienne, une organisation avec une base ouvrière considérable. Une base qui est restée sans renommée aucune, contrairement aux intellectuels qui ont trahi et dont on entend encore souvent les noms aujourd'hui. La base, elle, n'a jamais trahi ou quitté l'usine. Elle continue à aspirer à la révolution et achète encore la Cause du Peuple.

<sup>2</sup> Le révisionnisme est un courant de pensée bourgeois au sein du mouvement ouvrier international ; c'est une forme d'opportunisme qui brandit le drapeau marxiste pour combattre le marxisme.



## JEUX

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| N | T | B | K | A | Y | P | A | K | K | A | Y | A | Y |
| L | G | R | C | O | N | S | C | I | E | N | C | E | S |
| H | B | W | A | P | A | I | S | E | M | E | N | T | X |
| Z | E | D | M | S | A | U | M | O | N | S | Y | N | P |
| K | B | U | U | V | E | R | T | B | A | U | D | E | T |
| C | A | S | S | E | R | O | L | A | D | E | S | K | U |
| P | A | Y | S | A | N | N | E | R | I | E | I | F | F |
| W | W | T | R | A | D | W | I | V | E | S | S | M | Q |
| E | X | C | O | L | O | N | I | A | L | I | S | M | E |
| T | P | R | O | L | E | T | A | R | I | A | T | J | N |
| A | A | M | A | Y | O | T | T | E | Y | J | E | L | M |
| B | R | D | I | S | S | O | L | U | T | I | O | N | S |
| L | E | D | S | U | B | T | U | R | Q | U | I | E | Z |
| I | H | E | U | S | Y | N | D | I | C | A | T | K | U |

### Mots à trouver :

|              |              |             |            |
|--------------|--------------|-------------|------------|
| APAISEMENT   | DISSOLUTIONS | MAYOTTE     | SYNDICAT   |
| CASSEROLADES | ETABLI       | PAYSANNERIE | TRADWIVES  |
| COLONIALISME | KAYPAKKAYA   | PROLETARIAT | TURQUIE    |
| CONSCIENCE   | LBD          | SAUMONS     | VERTBAUDET |

*Ils peuvent être à la verticale, à l'horizontale, en diagonale, à l'endroit ou à l'envers !*



La maison d'édition Soleil Rouge veut rendre accessibles aux masses populaires leur histoire de classe, et la théorie révolutionnaire qui guide leurs luttes. Plusieurs ouvrages sont disponibles à l'achat sur [editionsoleilrouge.com](http://editionsoleilrouge.com)



## Biblio marxiste

Approfondir votre réflexion théorique, chercher des sources : des milliers de textes sont disponibles gratuitement sur la Bibliomarxiste : [bibliomarxiste.net](http://bibliomarxiste.net)

## la Cause du peuple

Contactez-nous si vous souhaitez :

- Envoyer un article ou une production artistique
- Donner votre avis sur le numéro ou faire des propositions pour les prochains
- Diffuser le journal dans votre quartier



## Écrivez-nous !

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous souhaitons vous permettre d'exprimer vos avis et points de vue dans le journal ! Pour participer, écrivez-nous par mail à [causedupeuple@protonmail.com](mailto:causedupeuple@protonmail.com) ou sur les réseaux sociaux, en précisant que vous écrivez pour le « courrier des lecteurs ». Les messages qui nous seront transférés pourront être publiés en 4<sup>ème</sup> de couverture du prochain numéro. N'hésitez pas !

**Ensemble, créons enfin un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire !**